

Contrastes

► N° 186 ■ Bimestriel ■ Mai-Juin 2018 ◀

bpost

PB-PP
BELGIE(N) BELGIQUE



Equipes Populaires

Enquête *Noir-Jaune-Blues* :

LA SOCIÉTÉ BELGE DANS TOUS SES ÉTATS

UNE CLAQUE DANS LA FIGURE... ET UN COUP DE PIED AU DERRIÈRE !



udep.skynetblogs.be

Equipe de rédaction :

Paul Blanjean, Monique Van Dieren,
Claudia Benedetto, Guillaume Lohest

Rédactrice en chef : Monique Van Dieren

Mise en page : Hassan Govahian

Editeur responsable :

Paul Blanjean, 8, rue du Lombard
5000 - Namur - Tél : 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be

Prix au n° : 2 €

Pour s'abonner (Contrastes + Fourmilière) :

Versez 15€ au compte BE46 7865 7139 3436 des
Equipes Populaires, avec la mention :

"Abonnement à Contrastes" + votre nom



L'enquête Noir Jaune Blues a réalisé une photo des tracas quotidiens des Belges mais aussi de leurs états d'âme, de leurs peurs, de leurs ressorts. Vingt ans après une enquête similaire réalisée par le même institut de sondage, une claque nous arrive en pleine figure. La majorité des Belges a désormais peur de l'avenir et peur des autres, a perdu confiance dans les institutions-ciment de la société (à l'exception des ONG), a perdu ses repères idéologiques et veut un pouvoir fort.

En tant que mouvement d'éducation permanente, ces résultats nous ont fortement interpellés. Comment en est-on arrivés là, dans notre pays traditionnellement réputé comme terre d'accueil, terre de compromis, terre du bien vivre-ensemble ? Au moment où la RTBF a elle aussi décidé de s'en saisir pour prendre le pouls des habitants dans les villes et campagnes, les Equipes Populaires ont organisé une journée de rencontre avec les militants en mars dernier pour nous confronter aux questions de l'enquête et à l'analyse de ses résultats, en présence de Benoît Scheuer, directeur de l'institut de sondage qui a piloté l'enquête.

Dans ce numéro, nous vous en livrons les principaux enseignements (page 3) et faisons un focus sur quelques points marquants : la perte de confiance dans les institutions et en particulier la classe politique (page 7), le nouveau clivage autour de la question migratoire (page 13), les raisons d'espérer en mettant notamment le focus sur les réponses des jeunes (page 11), l'évolution des groupes sociaux qui composent la société belge (page 16).

Cette enquête permet donc une lecture en trois dimensions : l'évolution perceptible de ce que les Belges ont dans la tête et dans le cœur, les questions qu'elle soulève et la part de responsabilité des uns et des autres dans cette évolution, et les fenêtres d'espoir qu'il faut ouvrir pour passer du blues au rock'n roll. Alors... on dort ou on danse ?

Monique Van Dieren

Benoit Scheuer :

« NOUS NE FAISONS PLUS SOCIÉTÉ »



Équipes Populaires

I l y a 20 ans une enquête interrogeait l'état de la société belge. L'institut Survey&action¹ a remis le couvert en 2017 avec la fameuse enquête Noir-Jaune-Blues. Décryptage des résultats avec Benoit Scheuer, directeur de l'institut de sondage.

« Les gens comme moi n'ont vraiment pas compris le monde dans lequel nous vivons » ; Benoit Scheuer cite l'économiste américain Paul Krugman pour introduire l'importance de la démarche *Noir-Jaune-Blues*. « L'enquête a démarré il y a 2 ans et demi et après les attentats, il nous paraissait indispensable de refaire le point après une première enquête similaire il y a 20 ans ». Se basant notamment sur le modèle théorique wébérien², l'enquête pose 4 grandes questions « qui permettent de comprendre les représentations sociales profondes des individus » à savoir : comment les individus se perçoivent eux-mêmes ? Comment les perçoivent-ils les autres ? Quel est leur rapport au temps et leur rapport à l'espace ? L'enquête est une sorte de photographie de l'état de l'opinion sociétale. « Le but est de fournir de la matière au débat : Est-ce le type de société qui vous convient ? Comment vous situez-vous par rapport à cela ? Et si on a envie de changer quelque chose, l'enquête permet d'alimenter la réflexion ».

Les résultats sont assez interpellants. Le premier élément qui en ressort, c'est l'incontestable constat que notre société est en profonde mutation. Elle dévoile quatre grands changements depuis 20 ans. **La confiance dans les**

institutions (le système politique, la démocratie représentative, la Justice, la presse...), qui constituent les armatures de la société, s'est effondrée. Au fil du temps, leur capacité d'agir s'est affaiblie, ce qui a engendré cette défiance : « Prenons l'exemple de la sphère financière non régulée. Les paradis fiscaux constituent un manque à gagner pour les Etats et donc la collectivité. Les ressources des Etats s'amenuisent et il leur est dès lors difficile de répondre aux besoins en matière de santé, d'éducation... Les dettes publiques sont aussi significatives. Depuis une quinzaine d'années, les Etats empruntent sur les marchés financiers mondiaux, ce qui les rend dépendants de ces institutions qui dictent leur politique aux Etats. »

L'enquête révèle que 6 individus sur 10 pensent que les dirigeants politiques ont très peu de marge de manœuvre par rapport au pouvoir des financiers. Et une majorité des répondants (6 sur 10) pensent que les dirigeants politiques n'ont plus de réelles capacités d'améliorer nos vies quotidiennes et qu'ils ne peuvent quasi rien changer : « Pour B. Scheuer, on est loin du constat *Tous pourris*, mais plutôt que les responsables politiques n'ont plus réellement de levier pour améliorer les conditions de vie, gérer la société, puisqu'on reconnaît qu'ils ont donné ►

► *leur capacité d'agir au pouvoir des financiers. Et plus le capital culturel est faible, plus les individus sont nombreux à acter que les responsables politiques n'ont plus la capacité de changer leurs vies. Autrement dit, les plus faibles, les plus fragiles de notre société sont nombreux à dire qu'ils ne se sentent plus protégés.* »

Mais le monde a également été bouleversé par le développement de la communication horizontale. L'avènement d'internet puis des réseaux sociaux a profondément modifié le rapport à la presse professionnelle, par exemple : « *A partir du moment où chaque individu peut devenir un éditorialiste et faire circuler ce qu'il veut sur internet (fake news, théories du complot...), la presse professionnelle en tant qu'institution se voit mise en péril.* » Et on peut également faire le même constat avec l'institution médicale, ajoute le sociologue : « *Toutes les enquêtes que j'ai réalisées auprès de médecins m'indiquent que les patients ne sont plus passifs ; ils remettent en question le diagnostic de leur médecin parce qu'une information trouvée sur Google affirme le contraire. Les médecins sont soumis à la concurrence d'informations extrêmement diverses parfois fantaisistes qui se trouvent sur internet. Ils sont tombés de leur pied d'estalle. Je ne dis pas que c'est bien ou mal, simplement on constate ce profond changement.* »

Le système politique est particulièrement mis à mal. Six personnes sur dix estiment que l'offre politique actuelle ne répond pas à leurs attentes et plus largement que le système est globalement en échec.

Société en faillite

Sur 20 ans, on peut noter une nette diminution de la confiance qu'accordent les Belges aux institutions. Aujourd'hui, 68% des sondés pensent

que la démocratie fonctionne mal contre 41% en 1995 et 64% après la Marche blanche en 1997. Toutes les institutions qui représentent une société verticale (mode de décisions pyramidal) sont mises à mal. Les partis politiques récoltent le moins de confiance (9%). Par contre, celles qui représentent l'horizontalité (la société civile, l'enseignement) maintiennent tout de même un niveau de confiance.

Pour faire société, il faut également partager des **valeurs communes**. Quelles sont les valeurs mises à mal aujourd'hui ? « *Jusque récemment, il y avait un consensus, c'était que de génération en génération, on allait vers un mieux. Et c'est pour cette raison qu'on faisait société, c'est collectivement qu'on arrivait à ce résultat-là. Aujourd'hui, c'est le sentiment que nos enfants vivront moins bien que nous qui domine. Il y a une peur de déclassement : 73% des individus pensent qu'il y a de plus en plus d'inégalités sociales en Belgique.* »

Le sentiment que les innovations technologiques conduiraient à la modernisation économique et que l'on en bénéficierait tous est également une valeur qui s'effrite. « *Aujourd'hui, on a le sentiment que les innovations technologiques qui sont de plus en plus nombreuses, conduisent à des inégalités sociales. C'est la peur du licenciement (48% des sondés), du burn-out et de la précarité qui prédomine.* »

Face à ces constats, le sociologue pense que nous ne faisons plus société : « *Tous les mécanismes d'intégration ne fonctionnent plus, que ce soient les institutions ou les valeurs partagées, les croyances communes. Tous ces indicateurs montrent que nous sommes en train de quitter une forme de société et comme le souligne le sociologue Alain Touraine, cette mutation est aussi importante que lorsque nous sommes passés d'une société agraire à une société industrielle. On quitte des sociétés très intégrées pour retrouver des paysages fragmentés. Ce n'est pas une succession de crises que nous vivons mais bien une véritable mutation sociétale qui est en train de se produire. Dans un tel contexte, l'individu se retrouve seul, sans appartenance. Et cela va avoir un impact important sur les représentations sociales.* »

L'enquête met effectivement en exergue que les individus ont l'impression de ne plus faire société. 6 individus sur 10 pensent que la société actuelle n'a plus d'objectif et que l'on arrive à la fin d'un système, et sept sur dix sont pessimistes par rapport à l'évolution de la société.





Équipes Populaires

vidus sur 10 étaient considérés comme inclassables, c'est-à-dire qu'on ne trouvait aucune cohérence entre leur choix de mutualité, de famille syndicale et leurs comportements de vote. En 2016, ils sont 8 sur 10 ! De plus, 1 individu sur 2 refuse de se positionner sur l'échelle gauche-droite.

Ce qui doit nous conduire à analyser l'engagement des citoyens sous un autre prisme. L'enquête révèle qu'un autre monde se présente à nous et qu'il est fondamental de le regarder en face sous peine d'être à côté de la plaque dans l'orientation de notre travail d'éducation permanente. L'individu se retrouve seul, sans appartenance. Il est à la fois plus autonome et plus vulnérable. *« Plus autonome puisqu'il ne se sent pas appartenir à un groupe qui va lui dire comment vivre. » Mais il se sent seul face à divers pouvoirs qui le dominent dans tous les domaines de sa vie quotidienne : « Les individus se disent victimes et n'ont pas la capacité d'agir par rapport à divers domaines qui constituent pourtant la trame de leur vie quotidienne : le système économique et financier, l'emploi et les conditions de travail, les temps sociaux, l'offre de produits alimentaires, la protection de l'Etat, la consommation, l'accès à des soins de qualité, l'environnement, les rapports hommes-femmes, l'Europe, le rapport aux élites, leur place dans la société, le terrorisme. »*

« Mais il ne faut pas sombrer dans les peurs, insiste le sociologue. Ma démarche, c'est de dire mettons des mots sur les choses : nous avons affaire à une mutation. Il faut expliquer ce changement sociétal, faire de la pédagogie pour éviter que les gens ne tombent dans des discours simplistes. C'est la difficulté à appréhender ce qui se déroule sous nos yeux qui produit les peurs, le repli identitaire. »

Points de repères brouillés

65% des répondants disent qu'au sein de la société actuelle, ce qui divise les gens entre eux est plus fort que ce qui les rassemble. Ils sont autant à ne plus comprendre la société dans laquelle ils vivent. Et depuis les attentats, ce sentiment de bouleversement des référents s'est accru : *« Avant les grands attentats (Paris, Nice, Bruxelles), ce qui dominait c'était de dire les gens pensaient qu'on vivait une période de crise comme on en avait connu d'autres, mais qu'on allait revenir à un état d'équilibre. Après les attentats, les individus sondés pensent que c'est une mutation profonde et durable de notre société. L'impact des attentats n'a pas été, contrairement à ce qu'on pourrait penser, une croissance de l'islamophobie mais une croissance du sentiment que l'on passe à autre chose, que l'histoire bascule. »*

Un autre élément significatif qui témoigne d'un changement profond de société, c'est la perte de la notion de piliers. En 1997, 3 indi-

Le groupe comme refuge

Les aspirations des gens ne correspondent plus aux rythmes sociaux qui sont imposés : la carrière linéaire, le régime prévu pour la pa- ►

OPÉRATION NOIR-JAUNE-BLUES ET APRÈS ? LE BILAN

Suite aux résultats interpellants de *Noir-Jaune-Blues*, les équipes de la RTBF et du Soir se sont rendues sur le terrain pour toucher de plus près aux problématiques visées par l'enquête. Huit mois plus tard, après la visite de quinze communes, les rédactions dressent aujourd'hui le bilan des observations et échanges que les journalistes ont pu collecter au fil des rencontres. Ils ont identifié 5 problématiques qui devront faire office de fil rouge dans les débats prochains : problèmes de mobilité (embouteillages, couverture insuffisante des transports en communs), problèmes de salubrité et d'accès aux logements devenus impayables pour une partie de la population, favoriser une plus grande écoute des jeunes qui se sentent délaissés et qui souffrent d'un manque de perspectives, retrouver la confiance envers les institutions et notamment les médias dont on estime qu'ils déforment la réalité ou qu'il ne laissent pas une place suffisante au traitement de certains vécus.

► rentalité, l'accès à la retraite... 9 individus sur 10 pensent que la société devrait s'organiser pour répondre aux désirs des gens et protéger les personnes qui ont des parcours de vie non standardisés (va-et-vient entre formation, emploi et d'autres activités) : « *Aujourd'hui la sécurité sociale n'est pas organisée pour sécuriser les parcours individuels de vie et 7 individus sur 10 pensent que L'Etat et la Sécurité sociale vont nous protéger de moins en moins (pour payer nos soins de santé, nos pensions, le chômage, etc.)* », explique Benoit Scheuer.

Le sentiment d'impuissance, l'impression de ne plus avoir de prises sur un monde devenu trop complexe, incompréhensible provoque le retour du groupe comme refuge. « Il y avait jusqu'alors une tendance de l'individu à s'autonomiser, à s'affranchir des identités et des appartenances héritées. « Le « je » a progressivement remplacé le « nous », la communauté.

L'enquête révèle un autre changement fondamental depuis 20 ans : L'identitaire a tout envahi et ce ne sont plus les combats socio-économiques qui priment. « *Faute de valeurs partagées, de croyances communes dans un avenir meilleur, de confiance dans des institutions, pour se protéger, l'individu se replie alors sur le connu. On assiste à un retour vers des communautés « organiques » (famille, village...). La réaction face à ce monde qui lui échappe peut être de deux ordres : le repli sur soi conduisant quelques fois à la haine des autres, et l'hyper valorisation de sa propre identité : nous sommes différents d'eux !* » On voit apparaître dans l'enquête « *une véritable paranoïa antimusulmane qui atteint une dimension pathologique.* » En effet, 6 individus sur 10 estiment que les musulmans menacent leur identité. Et un peu plus de la moitié pense que les musulmans veulent les dominer. C'est 40% du total des sondés qui expriment une opinion très négative à leur égard.

On peut également observer un rejet vis-à-vis des Juifs. « *Plus on a des opinions négatives à l'égard des musulmans, plus on a aussi des opinions antisémites. C'est une position de principe : il y a eux et puis nous ! On fait une distinction entre Belges de souche et Belges de papiers.* » Et 3 personnes sur 10 affirment que l'un de leurs parents ou de leurs grands-parents ou plusieurs d'entre-eux sont nés avec une autre nationalité que belge : « *Ce qui signifie que si on remonte à plus de trois générations on est tous Belges de papiers, mais néanmoins une majorité va dire que même après plusieurs générations les descendants d'un immigré ne seront jamais vraiment belges !* » C'est d'ailleurs le ressenti

de 80 % des Belges issus de l'immigration qui considèrent qu'on les regarde toujours comme des étrangers.

La tentation d'un pouvoir fort

Autre grand changement depuis 20 ans : l'avènement d'une nouvelle offre politique basée sur la manipulation des peurs, usant de discours simplistes identitaires et la victimisation. C'est le cas de Trump, du Vlaams Belang ou des mouvements terroristes tels que Daesh. Ils appliquent un marketing de la peur et de la terreur et défendent une pureté identitaire. Leur point commun, c'est de sentir l'air du temps, d'avoir compris l'état de la société : « *Les dirigeants des partis démocrates n'ont pas compris que nous vivons une mutation. Des dirigeants importants de la gauche en Belgique me disent : une fois que le chômage diminuera, les problèmes identitaires vont disparaître. Mais ce n'est pas correct ! La question identitaire est essentielle à aborder. Les éléments que nous avons mis en évidence au travers de cette enquête sont profondément ancrés dans les structures mentales des individus.* »

Face à cette offre, il y a une demande. Celle d'individus qui se sentent abandonnés, qui représentent environ un quart de la population, selon Benoit Scheuer. Ils se sentent perdants sur toute la ligne, ont l'impression d'être trahis et victimes des élites, des institutions, de la mondialisation. Ils veulent un pouvoir fort pour remettre de l'ordre. Face à eux, on voit émerger (ou grandir) une catégorie que le sociologue appelle les renaissants qui ont une vision optimiste de l'avenir, et sur qui repose l'espoir de changement (voir article p. 16 à 19). Deux possibilités s'offrent donc à nous ; soit on va vers une gouvernance autoritaire basée sur l'exclusion, c'est-à-dire un monde de murs, de fermeture, de xénophobie, de repli, de croissance des inégalités sociales, soit on va vers un monde ouvert. Mais le challenge est énorme : « *il faut refonder la démocratie, refonder les institutions, réinventer l'économie et un nouvel universalisme qui intégrerait les différences. Trump, Poutine, Erdogan... sont du côté de la société autoritaire. Tout l'enjeu est donc de faire pencher la balance de l'autre côté.* »

Claudia Benedetto

QUESTIONS DE DÉBAT

- Si on reprend les principaux constats de l'enquête, êtes-vous d'accord avec ceux-ci et comment vous sentez-vous face à ceux-ci ?
- Et si des journalistes de la RTBF était allés à la rencontre des habitants de votre quartier, quelles sont les problématiques qui seraient ressorties ? Quelles auraient été les solutions mises en avant par la population ?

1. L'enquête a été menée par l'institut Survey&Action, en partenariat avec *Le Soir*, la RTBF et la fondation. Ceci n'est pas une crise.
2. Max weber, sociologue.

CHERS ÉLUS, SAVEZ-VOUS QUE... ?

Les résultats de l'enquête d'opinion sur les préoccupations et les inquiétudes des Belges ont interpellé les journalistes, le monde associatif, les sociologues. Mais nos mandataires politiques s'y sont-ils vraiment intéressés, eux qui sont les premiers concernés ? A la veille de quatre scrutins électoraux, il serait utile qu'ils entendent et comprennent les signaux forts donnés par les citoyens...



Equipes Populaires

Lettre ouverte d'une citoyenne aux élus actuels et futurs

Avec mes lunettes de citoyenne critique, j'ai lu avec une grande attention les résultats de l'enquête réalisée par Dedicated Research, publiée par *Le Soir* il y a quelques mois, et dont la RTBF s'est emparée pour envoyer ses journalistes sillonner villes et campagnes. Ces résultats sont interpellants, bouleversants, émouvants, inquiétants.

Et vous, chers élus, avez-vous lu les résultats ? Vous êtes-vous demandé de quoi les paroles de vos électeurs sont-elles le signe ? En quoi elles devraient questionner les valeurs que votre parti défend, les mesures concrètes que vous adoptez au gouvernement, au Parlement, au Conseil communal ou au CPAS ? Bref, vous êtes-vous saisi de cette enquête salutaire pour faire votre examen de conscience ?

Non ? Eh bien, à ma manière, je vais vous aider à le faire...

Veuillez m'excuser de simplifier le propos en vous mettant tous dans le même sac sous l'appellation « Chers élus », alors que je sais parfaitement bien que vous êtes très différents ! Bien que portant des lunettes particulières selon le parti auquel vous appartenez, le lieu où vous agissez, votre sensibilité personnelle, je vous invite cependant à y plonger complètement. Je vous assure, ce ne sera pas du temps perdu...

Repli identitaire

Chers élus, vous qui êtes bien placés pour savoir qu'on vit dans un monde globalisé, vous qui rencontrez des personnes de tous horizons ►

► dans le cadre de vos fonctions, et qui aime cette fenêtre ouverte sur les autres et sur le monde ; vous qui entendez comme moi dire que la Belgique est un peuple multiculturel et tolérant, savez-vous que vos concitoyens se complaisent de plus en plus dans des formes de replis identitaires ? Qu'il s'agisse de ghettos de riches ou de pauvres, de communautés culturelles ou nationales, chacun s'enferme dans des cloisons les plus étanches possibles par peur de l'autre, par peur de perdre ses acquis. Partout en Belgique se manifeste une forte envie de s'enfermer dans son cocon pour se protéger : *“ On ne va pas dans le village voisin ; On veut préserver notre niveau de vie ; On vit dans le même quartier mais on est mentalement séparés.”* Ces replis culturels, sociaux, économiques, identitaires sont causés par de nombreux facteurs : l'insécurité physique et financière, l'augmentation des inégalités, l'incompréhension face à la complexification du

monde, la perte de repères idéologiques et de valeurs-ciment de la société (la solidarité, le respect...).

Chers élus, vous êtes-vous posé la question de votre part de responsabilité dans ce repli identitaire ?

Les discours haineux décomplexés et nauséabonds provenant notamment du Nord du pays y contribuent clairement. Mais d'autres discours ou mesures plus sournoises participent de ce phénomène lorsqu'il s'agit de construire des cités de logements sociaux complètement isolées, de criminaliser non seulement les migrants mais aussi ceux qui les hébergent, de restreindre ou supprimer les subsides des associations de terrain qui tentent de créer du lien social...

Je pense que nous avons tous à perdre, y compris vous, à vivre dans un monde où les individus n'ont plus comme seule préoccupation quotidienne que de défendre leur jardin, leur compte-épargne, leur culture, leur cocon familial. Ceux-là, chers élus, sont devenus sourds à vos discours et vos slogans électoraux - sincères ou hypocrites - prétendant agir pour l'intégration et le bien-être de tous. Vous n'êtes plus crédibles car vous avez contribué (volontairement ou non) à renforcer la peur de l'autre et à enrayer les mécanismes d'intégration. Or, le rôle de la Politique (avec un grand P) n'est-elle pas de contribuer à “faire société”, c'est-à-dire de mettre en place pour tous les citoyens les conditions matérielles, sociales et culturelles d'un “bien vivre ensemble” ? Notamment en permettant à l'associatif et aux “corps intermédiaires” de faire leur boulot d'interface entre les citoyens et vous, plutôt que de leur mettre des bâtons dans les roues et les discréditer ? Dans votre intérêt et celui de tous, il est plus qu'urgent de changer de cap...

Un chantier de rénovation : la politique

Une deuxième interpellation des citoyens dans l'enquête *Noir-Jaune-Blues*, c'est la perte de confiance dans les institutions démocratiques, en particulier dans le système politique dont vous êtes les représentants. Savez-vous que sept personnes sur dix ont le sentiment que leurs idées ne sont pas représentées et que la démocratie représentative, pilier de notre système politique, est en panne ? Et qu'une personne sur deux n'irait pas voter si ce n'était pas obligatoire ? Voilà de quoi se questionner - et en particulier vous - à la veille de quatre scrutins électoraux. Comment allez-vous rétablir

SEULEMENT 20% DE CONFIANCE EN LA JUSTICE

Dans la même logique d'assèchement des services publics largement ressentie par la population, les institutions judiciaires ne sont pas épargnées. Or, la Justice est un pilier de la confiance que les citoyens entretiennent envers ses dirigeants. Impossible de lui faire confiance si on a l'impression que la Justice ne fait plus son boulot, qu'elle est devenue inaccessible, qu'elle a perdu son impartialité.

Or, c'est bien ce que montre l'enquête (seulement 20% de confiance dans la Justice). Et ce que dénonce la juge Manuela Cadelli dans son récent ouvrage : « Radicaliser la Justice ». Pour elle, la pression financière exercée sur la Justice est gravissime. *« Un peu partout, la social-démocratie s'est fourvoyée en asséchant les services publics, dont la Justice. L'équipe Michel, elle, a accentué la pression de manière totalement décomplexée. »*¹

Elle dénonce la volonté du gouvernement de lutter contre la prétendue surconsommation de la Justice en rendant son accès prohibitif. Or, pour elle, *« cela pénalise d'office les plus démunis, alors que les gens les plus aisés peuvent se montrer déraisonnables en la matière »*.

Le gouvernement tente également de reprendre de l'influence sur le pouvoir judiciaire, censé être pourtant totalement indépendant. De nombreux incidents et déclarations du ministre de l'Intérieur attestent de cette volonté de brider l'indépendance de la Justice dans le but de l'affaiblir et de la discréditer.

Dans un tel contexte de manque de moyens pour fonctionner correctement et de remise en cause permanente de son action, pas étonnant que la confiance des citoyens envers cette institution s'étiolle. Ici aussi, la responsabilité du politique pour préserver le cœur vital de la démocratie est engagée...

1. Manuela Cadelli interrogée par Thierry Denoël dans *Le Vif* du 04/07/18

la confiance de la majorité de vos électeurs qui ne croient plus à votre sincérité ou aux bienfaits de l'action politique ?

Une réflexion autour de la transformation du système démocratique s'impose. Il ne faut sans doute pas attendre du monde politique lui-même qu'il impulse seul ce chantier de réformes - et ce n'est sans doute pas souhaitable -, mais il est de votre responsabilité de faire l'autocritique du système auquel vous contribuez et de permettre à la société civile et aux intellectuels visionnaires d'élaborer les plans de ce chantier en vue d'entamer les travaux de rénovation.

Et puisque je suis citoyenne engagée dans une association dénonçant les ravages du néolibéralisme, permettez-moi de vous remonter les bretelles... En soutenant des politiques d'austérité ou en ne les combattant pas assez vigoureusement, vous avez contribué à répandre l'idée qu'il n'y a pas d'alternatives au néolibéralisme (le fameux TINA de Margaret Thatcher), qu'il faut arrêter de mener des combats idéologiques et au contraire être pragmatiques ; qu'il faut prendre des mesures concrètes pour rétablir la compétitivité, relancer la croissance, baisser les dépenses publiques, freiner les coûts de la sécurité sociale. Vous avez réussi à faire croire que "la gauche et la droite, ça n'a plus de sens" pour plus de la moitié des Belges qui refusent de se situer politiquement.

Les scandales financiers et éthiques touchant de nombreux partis politiques, les tensions communautaires et le sentiment que le politique n'a plus rien à dire face au pouvoir de la finance achèvent ce tableau peu reluisant d'un discrédit politique qui semble peu atteindre la carapace de vos collègues mandataires. Au point que nombre de vos élus en appellent à un pouvoir fort, c'est-à-dire autoritaire, capable de décider au lieu de tergiverser, de les protéger contre les intrusions de tous ordres, quelles que soient les valeurs défendues par ce pouvoir fort. Vous qui, je l'espère, êtes des ardents défenseurs du débat démocratique, avez-vous vraiment envie d'en arriver là ? Que faites-vous pour combattre cette tentation totalitaire ?

Pensez à ceux qui, dans le milieu associatif, doivent inlassablement recoller les morceaux d'une atomisation grandissante dont vous vous souciez peu ou que vous semblez impuissants à combattre ; écouter les frustrations et les difficultés, informer, aider à analyser et à dépasser les idées toutes faites et les préjugés, recréer du lien social, redonner l'envie et la capacité d'agir, chercher des réponses collectives



aux situations personnelles, choisir la voie de la solidarité plutôt que celle du chacun pour soi. Bref, nous devons ramer à contre-courant sous un vent néolibéral et communautariste de plus en plus soutenu...

Un quotidien sous pression

Chers élus, sachez que l'enquête n'invitait pas seulement les citoyens à s'exprimer sur les grands défis belgo-planétaires, mais aussi et surtout sur les peurs, les inquiétudes et les tracas du quotidien. Et là aussi, en tant qu'élus, vous avez du boulot ! Car l'impression qui domine largement chez les citoyens, c'est qu'ils ne sont pas écoutés et qu'ils n'obtiennent pas de réponse à leurs préoccupations quotidiennes. L'auteur de l'enquête résume ces préoccupations de cette manière : "Un sentiment d'organisation très chaotique de la société". Au 21^e siècle, dans un petit pays riche, capitale de l'Europe, censé être champion du fameux compromis à la belge, est-il acceptable aux yeux de leurs usagers que les services publics dysfonctionnent gravement ? Que les transports en commun soient insuffisants et que les travaux de voirie qui n'en finissent pas empoisonnent les navetteurs ? Qu'il manque d'activités pour les jeunes et que les familles ne trouvent pas de place en crèche pour leur enfant ? Qu'il faille parfois attendre des années avant d'obtenir un logement social ?... Autant de soucis du quo-

► tidien qui empoisonnent la vie et renforcent la défiance envers les institutions et les niveaux de pouvoir censés remplir ces missions.

Or, pour Benoît Scheuer, *“ces institutions sont les armatures, les ciments de la société”*. Car si le problème des tunnels bruxellois est dérisoire par rapport à d’autres enjeux mondiaux ou même nationaux, l’importance que les Belges (et les médias) ont accordé à ces problèmes quotidiens de mobilité est révélatrice d’une accumulation d’agacements et de frustrations que vous êtes incapables de solutionner de manière globale et durable.

Une insécurité matérielle grandissante

Chers élus, au lot des préoccupations quotidiennes, les citoyens expriment la peur du lendemain et une insécurité matérielle grandissante. Alors qu’auparavant nous avions une relative confiance en notre avenir et celui de nos enfants, aujourd’hui c’est la peur de se retrouver au chômage et de tomber dans la précarité qui domine. Plus de 40% des personnes ont vraiment peur de se retrouver au chômage, et l’augmentation des inégalités sociales est clairement ressentie par 70% de la population. Cette peur du chômage et de la précarité, chers élus, vous en portez une lourde part de responsabilité. Car contrairement à ce qui se passait il y a encore quelques années, la sécurité sociale est de moins en moins un rempart contre la pauvreté. Ce filet de protection est solidement troué à cause de la politique d’activation-exclusion des chômeurs et des malades de longue durée, de flexibilisation du marché de l’emploi (jobs-jobs-jobs), de mesures facilitant les licenciements, de pensions légales de plus en plus aléatoires, de soins de santé de plus en plus coûteux au point que de nombreux citoyens renoncent à certains soins, etc.

Les mesures typiquement néolibérales d’activation des bénéficiaires d’allocations touchent à présent les CPAS. Pas étonnant donc que les citoyens ont peur de l’avenir et n’ont plus confiance dans les institutions qui sont censées les protéger. Or, en tant qu’élus, vous êtes le garant de leur bon fonctionnement et surtout des valeurs qui ont prévalu à leur création : l’assurance de bénéficier d’un revenu de remplacement inconditionnel et suffisant en cas de perte d’emploi ou d’accident de la vie. Que vous soyez mandataire local, régional ou fédéral, admettez que votre pouvoir d’action pour maintenir un système de protection sociale solide est important. Donner une réponse politique à cette peur viscérale de la moitié de

la population est de votre responsabilité.

Pour Benoît Scheuer, l’auteur de l’enquête, traduisant l’opinion des personnes interrogées, *“le système financier exerce une contrainte telle sur les Etats qu’il les met en situation de ne plus avoir la capacité d’améliorer nos vies quotidiennes”*. Jusqu’à quand, chers élus, allez-vous laisser le système financier étrangler les recettes des Etats en fermant les yeux sur la fraude et l’évasion fiscale, en faisant des cadeaux aux actionnaires de sociétés sous prétexte de compétitivité, en taxant très peu les revenus mobiliers et immobiliers ?

Eux et nous... ou Nous et nous ?

La juxtaposition de ces phénomènes exprimés par vos électeurs - repli sur soi, organisation chaotique de la cité, difficultés matérielles, défiances envers les institutions, effritement des valeurs qui cimentaient les individus - conduit à une question fondamentale : *“Comment faire société avec des individus de plus en plus autonomes, mais aussi de plus en plus vulnérables car seuls face aux dominations qu’ils vivent quotidiennement ?”*

Face à ce défi, chers élus, votre combat politique peut suivre deux voies totalement opposées : soit vous choisissez la voie de la gouvernance autoritaire fondée sur l’atomisation des individus et les identités excluantes comme c’est le cas dans de nombreux pays européens, soit vous restaurez l’importance du “commun” (biens et services), vous redonnez aux acteurs sociaux une capacité d’agir, vous reprenez le contrôle sur le monde de la finance.

Car “faire société” ne se fera pas avec les populistes identitaires, ceux qui amènent dans leur sillage les individus abandonnés et atomisés (voir article pages 16-19), mais bien davantage avec les renaissants, ceux qui recréent du lien social et sont convaincus que le changement est en route et se fera d’abord par le bas. Et même si le mouvement social s’est fortement affaibli à cause de l’atomisation extrême des individus, attendez-vous à ce qu’il ne se laisse pas complètement broyer par la machine néolibérale dont nous sommes (presque) tous victimes.

Mais *“le risque est réel s’il n’y a pas un sursaut rapide”*, conclut Benoît Scheuer. Est-ce vraiment cela que vous souhaitez, chers élus ? Etes-vous également victimes de l’acide qui a dissous votre capacité d’action dans la sphère politique ? Eléments de réponse lors des prochaines échéances électorales...

Monique Van Dieren

QUESTIONS DE DÉBAT

- Quelle devrait être la réponse du politique face à la méfiance envers les institutions-ciment de la société belge (Justice, interlocuteurs sociaux...)?
- La méfiance des citoyens est particulièrement marquée envers la classe politique. La « bonne gouvernance » est-elle suffisante pour rétablir la confiance dans la classe politique ?
- Quels types de réponses politiques peuvent/doivent-elles être apportées face aux « tracas du quotidien » et à l’insécurité financière grandissante ?

GRAND SOLEIL SUR LE BLUES !



Domaine public

Tout va mal. On s'est planté sur toute la ligne. Attendez, vous êtes sûr ? Avez-vous essayé de penser l'inverse ? C'est nécessaire. Nous avons tendance à mettre de côté les faits, à ne voir que ce qui nous conforte dans nos certitudes. Changeons de lunettes un moment.

Noir-Jaune-Blues, c'est la déprime, semble dire ce dossier. Mais attendez. « *Toute la musique que j'aime... Elle vient de là, elle vient du blues* » chantait Johnny. Ce n'est peut-être pas si mal que cela, au fond, le blues. Ce sera l'exercice de ces deux pages : renverser la pensée, retourner les évidences, s'efforcer de voir le verre à moitié plein. Par ailleurs, connaissez-vous la méthode d'animation dite des « chapeaux de Bono¹ » ? Pas encore ? Chaque chose en son temps. Sachez en tout cas que cette méthode propose, parmi d'autres, une séquence de réflexion « en chapeau jaune », lors de laquelle on se concentre exclusivement sur tout ce qui est positif. Eh bien ! C'est le moment de porter un chapeau jaune à propos de l'état de la société.

Les jeunes, le changement et l'ouverture

D'abord, il y a quelques chiffres, ici et là dans l'enquête, qui sont en eux-mêmes encourageants. On remarque que sur certaines questions importantes, il existe un relatif consensus de constat. 71% des Belges estiment que les inégalités sociales sont insupportables. Même chose pour les questions environnementales : 70% des gens estiment que les efforts réalisés en la matière sont insuffisants. Cela ne règle pas la question de la façon politique d'y remédier, mais ces consensus partagés sont un bon début. Autre donnée encourageante : les jeunes sont beaucoup plus ouverts sur les questions sociétales et familiales : par exemple, 85% des étudiants considèrent qu'un couple d'homosexuels avec un enfant est une vraie famille (contre seulement 17 à 34% pour les autres).

Tiens, les jeunes, justement. Une autre enquête récente, intitulée *Génération Quoi?*², a été réalisée dans toute l'Europe. Elle était destinée aux

18-34 ans. De nombreux constats rejoignent ceux de l'étude *Noir-Jaune-Blues*. Restons fidèles à notre chapeau jaune, et ne retenons que certains aspects qu'on peut interpréter positivement. D'abord, l'idée qui revient le plus souvent quand on demande à cette génération de se définir spontanément, c'est le changement, la transition, le renouveau. On apprend même que 61% des 18-34 ans seraient prêts à participer à un mouvement de révolte du type de mai 68... Cela ne nous dit pas non plus avec quelles aspirations politiques, mais reconnaissons que c'est une donnée surprenante. En termes de fermeture identitaire, il semble également que les jeunes soient moins touchés que leurs aînés : 65% d'entre eux estiment que c'est une mauvaise chose que le nationalisme se développe en Europe. 69% pensent que l'immigration est une source d'enrichissement mutuel. Chers ami.e.s jeunes, si comme moi vous deviez vieillir, ne perdez pas votre ouverture en chemin !

Ce n'était pas mieux avant

Il existe un champion du « chapeau jaune » parmi les philosophes français : Michel Serres. Tandis que tout le monde se lamente sur l'évolution sociétale, il ne cesse d'essayer d'attirer notre attention sur le fait que ce n'était pas mieux avant, certainement pas. « *J'entends une parole très négative sur les jeunes et le monde tel qu'il est devenu. J'ai voulu rappeler qu'il y a un peu plus d'un demi-siècle, nous avions Hitler, Staline, Franco, Mussolini, Mao Zedong, qui ont fait quarante-cinq millions de morts. (...) Un chercheur américain l'a d'ailleurs confirmé, nous assistons à une baisse tendancielle de la violence. Et si beaucoup sont persuadés que notre monde est violent, nous n'avons jamais connu une telle paix!* »

► Les faits sur le monde

Le médecin et statisticien suédois Hans Rosling s'est, quant à lui, rendu célèbre par sa manière de faire parler les chiffres. À l'aide de graphiques animés compilant les données mondiales disponibles, il montre comment l'extrême pauvreté n'a cessé de reculer jusqu'à aujourd'hui, ainsi que la mortalité infantile et le taux de natalité, tandis que l'éducation progresse partout. Il termine une conférence célèbre⁴ par ces mots : « *Alors, quand vous penserez à cet avenir, j'ai un petit conseil à vous donner. Avant toute chose, consultez les données. Observez les faits sur le monde. Et vous verrez où on en est et vers où on peut aller avec ces milliards d'humains sur cette merveilleuse planète. Le défi pour éradiquer l'extrême pauvreté est déjà bien engagé. (...) Le défi de la croissance démographique est, de fait, déjà gagné, puisque le nombre des naissances a cessé d'augmenter. (...) Je ne me suis jamais pris pour un optimiste, mais j'affirme être un possibiliste. Et j'ajouterais que le monde est meilleur que ne le pensent beaucoup d'entre vous.* »

Les périls de la perception

Attirer l'attention sur les faits : tel est également l'objectif de l'étude internationale *Perils of perception*⁵, actualisée régulièrement depuis 2014 par l'Institut Ipsos. Cette étude mesure le décalage entre une réalité mesurable et la représentation que s'en font les populations. Elle met en évidence que nous exagérons souvent les choses. Par exemple, à propos du nombre de smartphones en circulation dans le monde, ou de l'utilisation de Facebook, les gens ont tendance à surévaluer la réalité. Sur des sujets plus lourds également, comme le terrorisme, les personnes interrogées pensent souvent qu'il s'agit d'un phénomène en augmentation, alors que dans la plupart des régions du monde il est en diminution. Les représentations concernant la santé ne sont pas en reste, avec des surestimations importantes dans de nombreux pays de l'impact de certaines maladies, et des sous-estimations pour d'autres. Comment expliquer cela ? L'Institut Ipsos mentionne cinq facteurs d'explication : « *tout d'abord l'habileté ou non à se représenter des données mathématiques et statistiques. Ensuite les préjugés propres à chaque individu, mais aussi l'incapacité à compter dans les pays les moins avancés. En outre, l'influence des médias et de leur traitement des faits peut évidemment déformer la perception : par exemple si les Français sont ceux qui se trompent le plus sur le nombre de Musulmans en France,*

c'est probablement car le traitement médiatique de ce sujet est très fort depuis plusieurs années. Enfin, il peut sembler a priori normal de ne pas connaître certains chiffres⁶ », phénomène qu'on appelle simplement l'ignorance rationnelle.

Nous méfier des biais

Cet article ne dit pas que tout est rose. Il n'a pas pour but de contredire les inquiétudes sociétales, de leur opposer une vision positive qui serait la bonne. Il invite plutôt à une discipline : rester critique, c'est continuellement penser contre soi-même. Ce n'est pas évident. La pensée humaine est truffée de nombreux « biais cognitifs » relevés par les psychologues et les sociologues. L'un des plus importants s'appelle le biais de confirmation, qui est la tendance à ne retenir que les informations qui confortent nos idées déjà établies. On « attire en quelque sorte la réalité à nous », plutôt que d'être à l'écoute de celle-ci. Ainsi, il est possible que notre idée du monde soit bien plus sombre que le monde lui-même. Ce n'est qu'une possibilité, bien sûr. Par ailleurs, pour mener une réflexion politique, on ne peut se contenter de l'analyse quantitative. La perception des tendances, des perspectives futures, des points de bascule, des risques, la prise en compte des affects, tout cela fait partie de la vitalité démocratique. Ce ne sont pas les chiffres qui votent, ce sont les gens. Mais tout de même. Participer à la réflexion et à l'émancipation collectives, c'est aussi apprendre à nous méfier de nos biais cognitifs. Vous avez tendance à tout voir en noir ? À négliger que du blues ? Essayez un peu le jaune, la musique électro, la musique classique... Et inversement bien sûr.

Guillaume Lohest

QUESTIONS DE DÉBAT

- Spontanément, sans trop réfléchir, diriez-vous que le monde va bien ou que le monde va mal ?
- Seriez-vous prêt à faire l'exercice de lister toutes les informations positives sur l'état de la société aujourd'hui ?
- Si vous l'avez fait, qu'est-ce que cela change à votre opinion ?

1. Edward de Bono, *Les six chapeaux de la réflexion*, traduit de l'anglais par Michèle Sauvalle, Éditions Eyrolles, 2005 (édition anglaise orig. 1985).
2. Voir les résultats de cette enquête sur le site de la RTBF : <http://generation-quoi.rtbf.be>
3. Entretien avec Michel Serres : « L'espèce humaine est constituée de braves gens », propos recueillis par Julie Rambal, *Le Temps*, 30 décembre 2017.
4. *Don't panic ! - Hans Rosling showing the facts about population*, conférence disponible sur Youtube, https://www.youtube.com/watch?time_continue=5&v=FACK2knC08E
5. *Perils of Perception 2017 : Préjugés vs Réalité*, <https://www.ipsos.com/fr-fr/perils-perception-2017-prejuges-vs-realite>
6. Grégoire Lusson, « Les périls de la perception : l'étude qui déconstruit les idées reçues », 11 octobre 2016, delitsdopinion.com

LA COULEUR DES PEURS

A bord du bateau *Aquarius*, des centaines de migrants ne purent débarquer ni à Malte, ni en Italie, pays au récent gouvernement de droite populiste. C'est l'Espagne qui les a finalement accueillis. Dans ce jeu cynique, de nombreux pays sont hypocrites car ils sont loin de jouer le jeu de la solidarité dans l'accueil des candidats à l'exil. Et la Belgique, traditionnellement terre d'accueil, commence à en faire partie...



cc Flickr-Kambiz

Dans la grande enquête *Noir-Jaune-Blues*, les questions de migration, des réfugiés et de l'Islam occupent une place importante... et inquiétante. Inquiétante car au-delà de la peur, un nombre significatif de réponses sont dans le registre du rejet (voir encadré). Ces peurs et le langage qu'elles dégagent sont construites sur des impressions plus que sur des réalités : la question de « l'arrivée pour bénéficier d'un généreux système d'aide et protection » en est un bel exemple. Beaucoup de personnes qui arrivent chez nous en espérant obtenir un statut de réfugié n'ont pas nécessairement choisi la Belgique comme le démontre une étude britannique¹ ; la Belgique est connue par peu de personnes qui fuient leur pays. Poussées par les circonstances dramatiques vécues (souvent la guerre), plus de la moitié d'entre elles embarquent sans savoir quelle sera la destination finale. Chaque crise humanitaire, chaque guerre ou coup d'état provoque d'importants mouvements de population. Ce phénomène n'est pas nouveau ...

L'Europe aussi a connu des guerres et des famines. Les grandes famines, en Irlande en 1845 et 1852 ont non seulement décimé une partie de la population mais ont aussi poussé de nombreux individus à l'exil. Aux morts de la famine, il faut ajouter près de deux millions d'émigrants à destination de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie. Lors de la première guerre mondiale, nombreuses furent les familles belges à quitter leur pays afin de trouver refuge en France (350.000 personnes) et deux fois plus encore aux Pays-Bas. Si cet exil des Belges n'a duré que le temps d'une guerre, les situations politiques dans certains pays du globe aujourd'hui restent dramatiques bien plus longtemps.

Toute la misère du monde

Tout le monde connaît l'expression, du moins la première partie : « On ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Ce sentiment d'envahissement évoqué plus haut est entretenu, ►

► entre autres, par certaines déclarations politiques. Pourtant, le nombre de demandes d'asile ainsi que le nombre de dossiers acceptés est loin d'atteindre les sommets par rapport à d'autres pays. En 2014, par exemple, 17.213 demandes d'asile ont été introduites en Belgique et moins de la moitié ont été acceptées. Même en 2016, année considérée comme « record », c'est un peu plus de 12.000 personnes qui ont obtenu le statut de réfugié. Durant les dix dernières années, à l'exception de 2011 et 2016, on a recensé entre 8.000 et 14.000 demandes annuelles. La majeure partie des réfugiés de la planète vivent de l'autre côté de la frontière de leur propre pays, souvent dans des conditions très difficiles.

LA PEUR DE L'AUTRE

A la question : « *Diriez-vous que la présence d'une communauté musulmane en Belgique est : plutôt une menace/plutôt un facteur d'enrichissement culturel/ ni l'un ni l'autre ...* », 63% (près de 2 personnes sur 3) choisissent le premier item. Le choix est encore plus marqué auprès des personnes de plus de 65 ans (76%)... et à l'opposé plus faible chez les jeunes (16-25 ans) avec un « score » de 39%.

Si le terrorisme islamiste a fait des victimes en Belgique, un nombre important de sondés (62%) attribue cela à une mauvaise gestion de l'intégration des populations non européennes, estimant qu'une autre gestion de ces questions aurait pu éviter les actes terroristes. Si on peut lire dans cette enquête des propos encourageants comme la volonté de création d'un projet qui intègre tout le monde et qui donne sens à la société, le repli identitaire est cependant bien présent. Alors que les immigrés sont perçus comme repliés sur leur communauté, le réflexe semble être, pour les Belges aussi, le repli identitaire autour d'une pseudo-identité religieuse ou culturelle. Avec une porte d'entrée aussi étroite, il est facile de faire entrer une partie de la population par une porte et de regarder avec méfiance celles et ceux qui sont de l'autre côté de cette porte. Ce sentiment de peur et de rejet s'appuie sur un « sentiment d'envahissement ». 66% des personnes interrogées estiment qu'il y a trop d'étrangers et que nous sommes de plus en plus envahis. Ce sentiment dépasse les 80% auprès des personnes de plus de 65 ans. Et pourquoi serions-nous envahis ? Près de 2/3 des personnes interrogées estiment que les étrangers viennent profiter de notre système social.

Si la Turquie, entre autres suite aux accords avec l'Union européenne, compte près de 4 millions de réfugiés, on en dénombre 1,6 million au Pakistan et 1,1 million au Liban, pays de 6 millions d'habitants. L'Afrique n'est pas en reste, même dans des pays où la majorité de la population est pauvre avec plus de 736.000 en Ethiopie et de 550.000 au Kenya par exemple. Un rapport du Haut Commissariat aux Réfugiés publié en 2017 indiquait que les pays à revenus faibles ou intermédiaires accueillent la majorité des personnes déplacées.

Mais ce qui fait la peur ne se fonde pas nécessairement sur les données statistiques et les faits. Bombarder de chiffres n'offre pas une réponse aux peurs, d'autant qu'elles sont irrationnelles. Si les peurs sont présentes, dont la peur de l'étranger, c'est aussi parce qu'elles trouvent des racines et des justifications dans des situations objectives et des vécus. La précarisation croissante de l'emploi et des conditions de vie, l'incapacité des politiques à répondre à des questions essentielles sont des facteurs qui favorisent les peurs... dont celles que les trop faibles revenus soient encore rabotés pour en faire bénéficier « d'autres pauvres », ceux qui « ne sont pas de chez nous ».

Peurs et menaces

Si dans une part importante de la population, les peurs à l'encontre des étrangers croissent, c'est aussi parce que grandit l'impression de menaces. Des menaces socio-économiques comme évoquées dans le paragraphe précédent mais aussi des menaces d'une dilution identitaire. Les attentats terroristes perpétrés par des groupes et des personnes se réclamant de l'islamisme ont nourri et décuplé peurs et préjugés. Dans l'enquête *Noir-Jaune-Blues*, une majorité des personnes (61%) estime que les immigrés ne font pas d'efforts pour s'intégrer, et que les nouveaux immigrés veulent imposer leur propre façon de vivre. Les étrangers dont l'islam est la religion représentent ces « envahisseurs » qui mettraient en danger nos modes de vie et nos valeurs. A la question de savoir quel est le pourcentage de musulmans vivant en Belgique, la réponse moyenne est de 30%... Alors qu'en réalité², ils ne représentent que 7,2%. Leur concentration, parfois très visible, dans certains quartiers de grandes villes contribue à cette perception tronquée de la réalité. Dans l'étude *Noir-Jaune-Blues*, l'islam est considéré par 41% des personnes interrogées comme pas tolérante du tout et comme incompatible avec les valeurs de notre société. Le terme même de « valeurs de notre société-





te » pose question. Toute la société belgo-belge partage-t-elle les mêmes valeurs ? N'y a-t-il pas d'importantes divergences de classes occultées ici ? Un travailleur belge ne partage-t-il pourtant pas plus de valeurs communes avec un travailleur marocain... qu'avec un patron belge ? Si la porte d'entrée est le socio-économique plutôt que la religion, on arrive sans doute à des résultats différents. L'islam est donc au cœur de la polémique. 70% des sondés estiment que les personnes de confession islamique ne sont pas bien intégrées et 48% craignent que la société belge s'islamise. Alors que seulement 12% des personnes interrogées estiment que la présence de la communauté musulmane est un facteur d'enrichissement culturel, 63% estiment que cela représente une menace... 24% pensent même que la majorité des musulmans sont des intégristes !

Comme un nombre important de candidats à l'exil provient de pays où l'islam est la religion majoritaire, 50% des personnes interrogées estiment que la fermeture des frontières aux réfugiés est une bonne mesure pour empêcher le terrorisme islamiste. Ils n'auraient sans doute pas permis à l'Aquarius d'accoster. Ce discours est légitimé par la déclaration de responsables politiques. Comme l'indique Olivier Mouton³, la N-VA a fait évoluer son discours de la dénonciation du wallon paresseux et profiteur à celle du migrant menaçant notre modèle de société... Les récents propos de Theo Francken renforcent cette position quand il propose que les démarches d'asile soient étudiées dans le pays d'origine. Imaginez un instant que les Belges qui voulaient fuir leur pays occupé par l'armée allemande entre 1940 et 1944 aient dû « être sélectionnés » à la kommandantur la plus proche... On le voit, les propos les plus irréalistes et les plus ignobles peuvent faire le buzz...

Et demain ?

Sous-estimer les cassures tant dans l'imaginaire que dans la réalité est une voie sans issue. Dans le dossier « Migrants - la nouvelle fracture », Olivier Mouton pose une question qui fait froid dans le dos « *l'arrivée d'un nouvel Hitler est-elle possible ?* » Pour y répondre, il cite l'historien Alain Colignon qui indique que les signaux sont inquiétants avec une quête de bouc-émissaire, le musulman, le migrant...

Le durcissement de la politique migratoire dans de nombreux pays dont la Belgique est sans doute un des symptômes de la fragilité de la démocratie et des cassures idéologiques. La question des migrants continue sans aucun

doute une nouvelle ligne de fracture de la société belge et occidentale et amène un nouveau clivage décrit par notamment par Liesbet Hooghe et Gary Marks comme le « clivage transnational ». Ils définissent les deux catégories en « green alternatives and liberal globalists » ou « gauche caviar » d'un côté, et en « Traditional conservatives authoritarians and nationalists » ou « droite durum » de l'autre. Ce clivage se répercute dans l'ensemble de la société, des réunions de famille aux hémicycles parlementaires.

Selon le politologue Pascal Delwit⁴, si la question migratoire a pris autant d'importance dans les débats contemporains, c'est parce que les partis de gauche ont renoncé à leurs fondamentaux socio-économiques et ont laissé la droite dicter l'agenda culturel et médiatique.

Heureusement, des groupes s'organisent pour refuser la voie de l'exclusion. On peut penser à la Plateforme Citoyenne d'Aide aux Réfugiés. Il est sans doute difficile d'imaginer les évolutions futures. Jusqu'où iront les mesures de rejet et de replis ? De quelles manières peuvent-elles être l'avant-garde d'autres régressions démocratiques ? Si les réponses ne sont pas aisées, il paraît cependant évident qu'elles ne peuvent se situer sur les seuls territoires idéologiques. Pour éviter l'horreur, il faut sans doute des initiatives citoyennes et de mouvements sociaux mais aussi des mesures politiques qui rassurent et font reculer les peurs par l'obtention réelle de droits essentiels pour toutes et tous : un logement décent, un emploi, des revenus, une sécurité sociale renforcée... Sinon, les réalités des migrations risquent de s'éloigner de la volonté d'une société interculturelle. La vigilance est essentielle. Elle passe par des mobilisations culturelles et sociales essentielles et transversales, des mobilisations qui agissent contre les fractures et les sentiments d'abandon.

Paul Blanjean

1. Citée par Marco Martinello : « Quelle crise, quelles migrations ? ». *Salut et Fraternité* n°99-2017
2. Selon l'étude du sociologue Jan Hertogen
3. In. « Migrant, le nouvelle fracture », *Le Vif* -14/06/18
4. Pascal Delwit, politologue à l'ULB, interrogé par Nicolas De Decker dans *Le Vif* du 14/06/18

QUESTIONS DE DÉBAT

- Les peurs d'une perte d'identité et d'une menace socio-économique sont-elles perceptibles dans notre milieu de vie (famille, quartier, travail...) ? Comment les dépasser ?
- La responsabilité du monde politique est-elle engagée dans le clivage grandissant entre « pro et anti-migrants » ? Celle de la droite ? Et/ou celle de la gauche ?

CHERCHER UN « NOUS » POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ

L'étude *Noir-Jaune-Blues* de 2017 se clôt sur une classification de la population belge en quatre catégories socio-politiques (voir schéma page 19). Personne n'aime être « classé », bien sûr, et toute classification est toujours en même temps une simplification. Mais un tel découpage a le mérite de proposer une grille de lecture de la société. Il peut aider à se situer, il donne des clés de compréhension des nouvelles fractures de la société.

Quatre îlots isolés

Quelles sont ces quatre catégories ? Il y a d'abord les « **traditionalistes** ». Ce sont ceux qui gardent une certaine confiance dans le fonctionnement des institutions, du marché de la social-démocratie. Ils peuvent reconnaître des problèmes marginaux mais en règle générale, ils souhaitent plutôt conserver les choses telles qu'elles fonctionnent et sont donc méfiants vis-à-vis des changements.

Une deuxième catégorie regroupe les « **abandonnés** ». Ceux-là se sentent perdants sur toute la ligne. Ils ont l'impression d'avoir été trahis et se sentent victimes de tous : des élites, des politiques, des journalistes, des institutions, des migrants, des musulmans, de la mondialisation... Ils souhaitent un pouvoir fort pour « remettre de l'ordre ». Ils sont souvent dans une situation économique difficile, ont des emplois précaires ou pas d'emploi du tout, ont un niveau de formation en moyenne plutôt faible et sont davantage représentés parmi les plus de 55 ans.

Tout aussi critiques sur le fonctionnement de la société, mais engagés dans l'action, les « **renaissants** » ont au contraire une vision positive de l'avenir. Ils pensent qu'on peut changer les choses et s'investissent, surtout à l'échelle locale, dans des initiatives de quartier, de transition, d'économie alternative, de solidarités de proximité... S'ils trouvent que

la société dysfonctionne, ces « renaissants » sont rarement eux-mêmes des perdants : ils viennent plutôt des classes moyennes aisées et supérieures, ont un capital culturel élevé et un haut niveau de formation. Ils sont tendanciellement plus jeunes (entre 20 et 45 ans).

Enfin, entre ces trois profils assez marqués se trouvent les « **ambivalents** », ceux qui n'ont pas vraiment d'idées structurées sur les grands enjeux de société et pourraient basculer d'un côté comme de l'autre. Ils ne savent pas comment se situer, ou bien se situent de façon aléatoire selon les enjeux, gardant confiance en l'avenir sur certains sujets et sur d'autres non. Bien sûr, ce sont des profils-types, des tendances. Toutefois, selon Benoît Scheuer, l'auteur de l'étude *Noir-Jaune-Blues*, ces quatre groupes apparaissent très nettement dans le paysage socio-politique, sous forme d'îlots isolés les uns des autres¹. Chacun des ensembles représente environ 25% de la population.

Et les classes sociales alors ?

Voir la société de cette façon, divisée en quatre grands groupes sociaux selon leurs valeurs et leur vision politique, peut être désarçonnant si l'on a plutôt l'habitude de pratiquer une lecture marxiste. Que deviennent les classes sociales ? La bourgeoisie (petits commerçants ou grands industriels), le prolétariat, l'aristocratie, la paysannerie ? Cela fait déjà longtemps que ces catégories ont été nuancées, relativisées, redéfinies au gré de l'évolution de nos sociétés.

Ainsi, dans les années 90, le sociologue Robert Castel distinguait trois grands ensembles : les « intégrés », qui bénéficient d'un emploi stable et durable, les « vulnérables » ou « précaires », qui vivent une relative insécurité d'emploi, et les « désaffiliés », qui n'accèdent plus du tout à l'emploi ni même aux relations sociales. Ces

Passer de l'observation de la société à la volonté de la transformer, c'est bien cela devenir « acteur de changement ». Mais c'est une affaire collective. Alors qui peut être cet acteur collectif ? Nous voulons changer les choses. Mais c'est qui, nous ?



Equipes Populaires

trois groupes recourent, en partie, une autre classification établie par Christian Maurel sur base du rapport à la mobilité. « À grands traits, les trois groupes (peut-on encore parler de classes sociales ?) se présentent de la manière suivante » : les mobiles actifs, les sédentaires contraints et les errants.

Les « abandonnés » que décrit l'enquête *Noir-Jaune-Blues* correspondent-ils à peu près aux « errants » et aux « désaffiliés » ? Sans doute. Il est probable que la catégorie « abandonnés » soit plus large que les deux autres, car elle repose aussi sur la perception que les gens ont des choses. Ceux qui se sentent en voie de désaffiliation, ou en panne d'horizon, sans être tout à fait encore dans une situation extrême, partagent peut-être les mêmes désillusions et le même rapport à la société.

La tentation des 99%

Au-delà du constat, de l'observation du paysage global de la société belge, une question s'impose depuis plusieurs années aux mouvements sociaux : quel sujet politique, quels acteurs collectifs sont capables aujourd'hui d'impulser un véritable changement de modèle ? Une stratégie possible ne pourrait-elle pas être la tentative de coaliser, non pas un ou deux ensembles, mais la quasi-totalité de la population, comme essaient de le faire ceux qui utilisent l'expression « Nous sommes les 99% » ? Cela revient à isoler 1% de super-riches et à leur attribuer presque tous les maux de la société. Dans une version plus classique mais plus ou moins semblable, nombreux sont encore ceux qui évoquent les « travailleurs », totalité floue mais rassembleuse, qu'il s'agit de défendre contre le « patronat » ou les « actionnaires ». Si

l'on peut comprendre l'intention - le réflexe ? - de communication, ce regain de tonalité marxiste est étonnant. Il est vrai que les hyper-riches sont de plus en plus riches et que la redistribution fonctionne de moins en moins bien, mais le faisceau des enjeux politiques actuels n'est pas réductible à cette seule question, aussi centrale soit-elle. Par ailleurs, comme le rappelle Louis Chauvel, « les marxistes conçoivent difficilement que les classes sociales existent sans conscience de classe, sans être des classes en soi et pour soi, des groupes non seulement repérables, mais aussi en mesure de par leur organisation, de construire leur histoire col- ▶

LES CRÉATIFS CULTURELS

Une autre appellation rejoint sans doute, au moins en partie, la catégorie des « renaissants ». Il s'agit des « créatifs culturels ». Ce terme, inventé en 2000 aux États-Unis par le sociologue Paul H. Ray et la psychologue Sherry Ruth Anderson, désigne un profil de citoyens qui contribuent à créer une nouvelle culture, un nouveau modèle de société. Ce profil est articulé autour de quatre valeurs partagées. « Les deux valeurs bien connues sont l'**écologie** et la **solidarité** : la préoccupation pour la planète et le souci de l'autre. Les deux valeurs moins connues sont la **dimension de l'être** et les **valeurs féminines**¹. » Ces deux dernières valeurs, moins politiques et plus sujettes à discussion, concernent les démarches de développement personnel, de mieux-être et de cheminement spirituel, ainsi que des qualités dites féminines comme le « care » (le souci de prendre soin), l'intuition ou la fluidité... D'après diverses études, les créatifs culturels représentaient moins de 4% de la population américaine dans les années 60, 24% en 1999 et plus de 35% aujourd'hui. 60 à 66% des créatifs culturels sont des femmes. Les proportions sont similaires en Europe occidentale. La Belgique est l'un des seuls pays où ce mouvement a commencé à se structurer. On pourrait dire qu'il se cherche une conscience collective. Ce qui revient à dire que celle-ci n'existe pas encore.

1. www.creatifsculturels.be

▶ *lective*² ». Or force est de constater que cette « conscience de classe » n'existe plus. Difficile donc d'imaginer que « les travailleurs » soient une catégorie socio-politique suffisante pour impulser un changement global. Une certaine forme de cohésion peut exister au sein d'une partie des travailleurs (salariés) pour mener des combats typiquement syndicaux, bien sûr, mais on voit mal comment cet ensemble pourrait avoir une quelconque unité sur des enjeux politiques titanesques comme l'immigration, le climat ou encore la numérisation de l'économie. A fortiori si on l'élargit vraiment à tous les travailleurs (avec les indépendants, y compris du numérique), à tous les 99 % (avec les pensionnés, les sans-emploi, les sans-papiers, les réfugiés, etc.), et par-delà les frontières nationales.

Ah ! Les bobos...

Prenons les choses par un autre angle. Par le groupe des « renaissants » que nous avons décrit plus haut. Apparemment, voici une catégorie de personnes qui, pour le moins, souhaitent un changement de société et s'engagent déjà à l'échelle locale, dans des initiatives de transition, des coopératives, des projets de quartier, des monnaies alternatives, etc. « Ces "renaissants" ne sont pas résignés. (...) Ils expérimentent au niveau micro. Plutôt que d'en appeler aux politiques, ces individus sont convaincus que le changement doit d'abord se faire par en bas, dans l'horizontalité, sans attendre de grands mouvements sociaux. Plusieurs l'ont explicitement énoncé tel quel aux journalistes. Ils veulent le changement hic et nunc. D'abord le combat des idées et les changements au niveau micro. C'est la stratégie gramscienne de l'hégémonie culturelle. » Cette catégorie socio-politique, plutôt valorisée au niveau médiatique, semble servir de refuge

pour l'optimisme. C'est un peu la cartouche positive qu'on sort pour se persuader que tout ne va pas si mal que cela. En résumé, c'est le monde du film *Demain*. Tirons encore un peu sur la ficelle, voilà, le mot vous brûle les lèvres : ce sont les « bobos ». Le changement peut-il venir des « bobos » ?

Disons-le tout de suite : non, tout simplement parce que les bobos n'existent pas. C'est d'ailleurs le titre d'un livre récent écrit par un collectif de sociologues français. L'un des auteurs, Jean-Yves Authier, explique que « le bobo est une catégorie valise et (...) n'importe qui peut s'en servir pour désigner n'importe quoi. On peut l'utiliser à droite comme à gauche pour stigmatiser tout ce que l'on veut, ce qui met au jour les limites explicatives de cette catégorie. » Les « renaissants » ne sont donc pas réductibles à l'étiquette de « bobo ». Mais ont-ils pour autant une conscience collective, se reconnaissent-ils comme sujet politique cohérent ? C'est très peu probable. L'engagement dans la plupart des projets locaux se revendique souvent apolitique. Cela ne signifie pas qu'il n'existe aucune dimension politique à cet engagement en lui-même, mais en tout cas qu'il n'y a pas de construction collective d'une identité politique.

Le populisme comme stratégie

Qui va donc changer la société ? La question reste entière. Ce n'est sans doute pas un hasard si, dans un contexte où les appartenances collectives sont dissoutes, un nouveau marché du populisme fleurit. Les partis de droite et d'extrême-droite tirent profit de ce désarroi en réactivant des vieilles illusions identitaires. Les partis d'extrême-gauche, à leur manière, sont tentés de le faire en réactivant d'autres vieilles illusions.

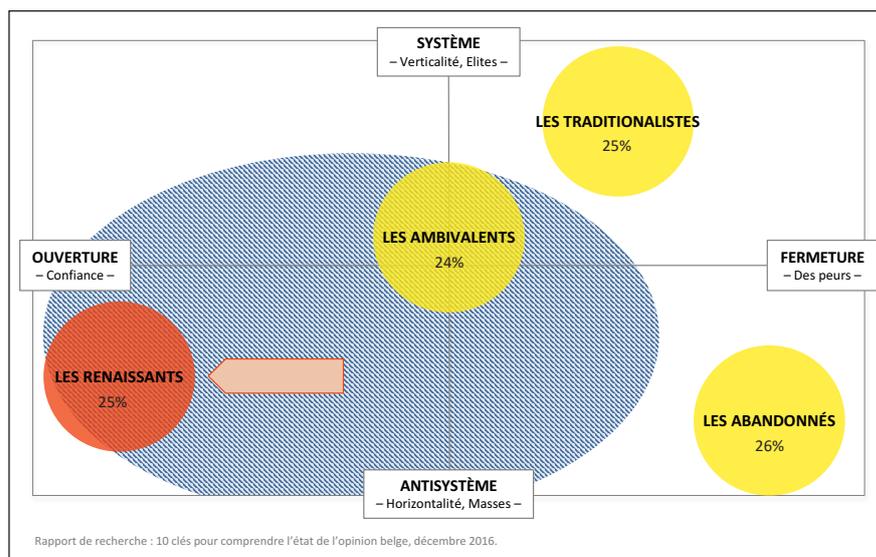
Dans un registre quelque peu différent, bien que le mot (populisme) soit le même, la pensée de la philosophe politique belge Chantal Mouffe connaît ces dernières années un regain d'intérêt de la part des mouvements de gauche européens, de *Podemos* à la *France Insoumise*. Loin de l'opposition de « classes », sa démarche consiste à accepter la conflictualité interne au « peuple » dont on veut se faire le relais politique. Le populisme, affirme-t-elle, « c'est une façon spécifique d'établir la frontière politique entre le « nous » et le « eux ». À la différence de la frontière marxiste, qui s'établit entre le prolétariat et la bourgeoisie, la frontière populiste s'établit sur la base d'entités moins particulières, plus transversales³. » La philosophe belge



prône donc un populisme de gauche dont l'objectif est de coaliser différentes catégories de population avec leurs attentes distinctes. « Il y a dans nos sociétés une multiplicité de demandes démocratiques hétérogènes, analyse-t-elle. Il faut prendre en compte les demandes populaires de la classe ouvrière, laissées de côté par la social-démocratie, mais aussi les nouvelles demandes comme celles des classes moyennes. Une partie d'entre elles profitent de la mondialisation, mais d'autres en souffrent. Le véritable défi pour le populisme de gauche, c'est de réussir à rassembler les deux. Et ça, Jean-Luc Mélenchon l'a très bien compris en s'emparant du thème de l'écologie, un sujet qui affecte tout le monde. »²⁴ Mais passer de la théorie à la pratique n'est jamais une mince affaire. Et ce qui peut sembler séduisant sous forme de pensée abstraite résiste souvent mal à l'épreuve de la mise en application. Le populisme version *Podemos*, version Mélenchon, version gauche latino, même nourri de réflexions inspirantes, n'en garde pas moins certains traits communs avec le populisme le plus basique : démagogie, simplifications, accommodements avec des pratiques ou des régimes autoritaires... L'exigence critique et démocratique nous amène donc à redire que la question du « nous », capable de changer la société, n'est pas une question qu'on règle en un tour de passe-passe.

Nous, c'est-à-dire ?

Nous : c'est le titre parfait d'un essai absolument décoiffant d'intelligence et de profondeur du philosophe Tristan Garcia. Impossible d'en résumer la teneur ici. Mais on s'en voudrait de ne pas au moins en présenter le questionnement. « Admettons que le sujet de la politique, c'est nous. » Ainsi commence l'ouvrage, et l'on comprend le problème tout de suite. C'est qui, nous ? La question n'est pas simple. Entre les petits « nous » identitaires et le grand « Nous » universel, l'auteur cherche un équilibre car aucune des deux positions n'est possible. Pour des raisons distinctes, explique-t-il avec rigueur. Pour faire simple, disons que les anciennes catégories de « nous » les plus évidentes (races, genres, espèces, classes, etc.) aboutissent forcément toujours à être infondées, il y a toujours un moment où la frontière de l'identité explose parce qu'elle ne résiste pas à la réalité. Par exemple : les races sont infondées scientifiquement, et la question se pose également pour l'espèce humaine, pour le genre... Pour l'auteur, ces « nous » sont comme des calques superposés, forcément faux mais qui se présentent comme nécessaires. De l'autre côté, le



« Nous » universel est infini : on peut toujours l'étendre davantage, mais plus on l'étend, moins on peut s'y identifier, ce qui rend la politique impossible.

« Nous » est donc un « mouvement perpétuel (...), c'est une manifestation de la subjectivité vivante, qui s'organise politiquement, se déchire et se rassemble, se forme et se déforme, et reste toujours un peu plus que singulière, un peu moins qu'universelle : particulière. Quand on se la figure d'aussi loin qu'on le peut, aux limites de notre représentation de toute l'Histoire (...), on entrevoit une forme qui n'est jamais juste ni vraie. Il n'y a ni justice ni vérité politique de nous⁵. »

Que faire alors ? Tristan Garcia observe que nous vivons une époque de retour mortifère des identités fantasmagiques. Cette période « d'hostilité généralisée est le moment décisif où nous pouvons travailler à faire renaître la désirabilité de l'idée de nous, que nous tendons à oublier par habitude. » Et il précise : « Qu'est-ce que nous avons en commun, qui pourrait redevenir plus fort que nos particularités, sans les effacer pour autant ?⁶ ». La question est tellement belle qu'on a envie de la laisser résonner un peu.

Guillaume Lohest

1. Benoît Scheuer, « *Noir-Jaune-Blues* et après ?, voyage dans un archipel », RTBF, Opinions, 1/06/18.
2. Chauvel, Louis. « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, vol. no 79, no. 4, 2001, pp. 315-359.
3. Chantal Mouffe: « Le populisme est nécessaire à la démocratie » dans *Le Soir*, 28/04/17.
4. David Doucet, Mathieu Dejean, « Portrait de Chantal Mouffe, la philosophe qui inspire Hamon et Mélenchon » dans *Les Inrocks*, 24/01/17.
5. Tristan Garcia, *Nous*, Éditions Grasset & Fasquelle, 2016, Le Livre de Poche, p. 259.
6. Idem, pp. 266-267.

QUESTIONS DE DÉBAT

- Reconnaissez-vous la société belge dans les 4 catégories de l'enquête Noir-Jaune-Blues ? Vous y reconnaissez-vous ?
- Qu'est-ce que le populisme pour vous ? Y a-t-il un bon populisme ?
- Faut-il être nombreux pour changer la société ? Peut-on le faire à quelques-uns ? Et les autres alors ?

Edito

UNE CLAQUE
DANS LA FIGURE !

2



L'enquête *Noir-Jaune-Blues* permet une lecture en trois dimensions : l'évolution perceptible de ce que les Belges ont dans la tête et dans le cœur, les questions qu'elle soulève et la part de responsabilité des uns et des autres dans cette évolution, et les fenêtres d'espoir qu'il faut ouvrir pour passer du blues au rock'n roll. Alors... on dort ou on danse ?

Entretien

NOUS NE FAISONS
PLUS SOCIÉTÉ

3



Il y a 20 ans une enquête interrogeait l'état de la société belge. L'institut Survey&action a remis le couvert en 2017 avec la fameuse enquête *Noir-Jaune-Blues*. Décryptage des résultats avec **Benoît Scheuer**, directeur de l'institut de sondage.

Politique

CHERS ELUS,
SAVEZ-VOUS QUE... ?

7



Les résultats de l'enquête ont interpellé les journalistes, le monde associatif, les sociologues. Mais nos mandataires politiques s'y sont-ils vraiment intéressés, eux qui sont les premiers concernés ? A la veille de quatre scrutins électoraux, il serait utile qu'ils entendent et comprennent les signaux forts donnés par les citoyens...

Perspectives

GRAND SOLEIL
SUR LE BLUES !

11



Tout va mal. On s'est planté sur toute la ligne. Attendez, vous êtes sûr ? Avez-vous essayé de penser l'inverse ? C'est nécessaire. Nous avons tendance à mettre de côté les faits, à ne voir que ce qui nous conforte dans nos certitudes. Changeons de lunettes un moment.

Migration

LA COULEUR
DES PEURS

13



A bord du bateau Aquarius, des centaines de migrants ne purent débarquer ni à Malte, ni en Italie, pays au récent gouvernement populiste. Dans ce jeu cynique, de nombreux pays sont hypocrites car ils sont loin de jouer le jeu de la solidarité dans l'accueil des migrants. Et la Belgique, traditionnellement terre d'accueil, commence à en faire partie...

Groupes sociaux

UN NOUS POUR
CHANGER LA SOCIÉTÉ

16



Passer de l'observation de la société à la volonté de la transformer, c'est bien cela devenir « acteur de changement ». Mais c'est une affaire collective. Alors qui peut être cet acteur collectif ? Nous voulons changer les choses. Mais c'est qui, nous ?

Nos derniers Contrastes



Notre prochain Contrastes

